

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Grand port
maritime : au
bonheur des
armateurs*

Page 3

*EdF-Réunion :
Investissements
publics pour
opérateurs privés*

Page 5

*Citroën : la
direction
s'acharne contre
les syndicalistes*

Page 6

*Pourquoi le
manques
d'ingénieurs ?*

Page 7

LE BLUFF DE « L'ÉGALITÉ RÉELLE »



Une économie délirante

En titrant « *Hollande : Monsieur Bricolage* », le journal *Le Parisien* a dit l'essentiel du remaniement ministériel qui a fait entrer dans le gouvernement trois écologistes et recyclé Ayrault aux Affaires étrangères.

Ce manège politicien, comme celui de la primaire à droite, amuse les médias, mais il est sans intérêt pour les travailleurs. Hollande a changé de marionnettes, pas de politique. Et sa politique, on la connaît pour la subir depuis près de quatre ans.

Que ce soit le patronat, la droite ou le gouvernement prétendument socialiste, ils étaient tous d'accord : pour que l'économie reparte, il fallait réduire les dépenses publiques et les déficits. Pour que les entreprises rétablissent leurs marges, il fallait gagner en compétitivité, restructurer, licencier.

Et cela a été fait. Au nom de cette satanée productivité, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont perdu leur travail. Des millions d'autres ont sacrifié leur salaire, leurs jours de RTT, leurs conditions de travail pour que l'entreprise grappille quelques centimes sur le concurrent.

Quel que soit son secteur, l'automobile, les transports, la banque, tous les salariés sont soumis à une discipline de fer. Et ils en produisent des richesses, ils en suent des profits et des milliards !

Où conduit cette accumulation de bénéfices et de dividendes ? Y a-t-il eu les investissements promis ? L'avènement d'une nouvelle économie plus moderne, plus prospère ? Non.

Le grand patronat l'avoue, les perspectives d'investissement sont toujours mauvaises parce que les carnets de commandes ne sont pas suffisamment remplis.

Les milliards que les capitalistes extraient de la production et de l'exploitation des travailleurs ne leur suffisent pas. Il leur faut encore les placer, les faire fructifier, le plus possible et le plus vite possible. Et, dans ce contexte de crise, ce sont la finance et la spéculation qui offrent toujours les meilleurs débouchés.

Autrement dit, plus les travailleurs triment et produisent des richesses, plus leurs conditions de travail et de vie se dégradent et plus la spéculation grandit ! Y a-t-il plus fou que cette économie ?

Aujourd'hui, tous les experts s'inquiètent d'un nouveau krach. Depuis le premier janvier, les Bourses mondiales ont perdu entre 10 et 15 %.

« *Les marchés sont fébriles et les bourses nerveuses* », nous dit-on. Que c'est joliment dit ! La réalité, c'est que la spéculation se poursuit à coups de milliards et que la crise de 2008 n'a rien changé au comportement avide et irresponsable du capital.

Le parasitisme toujours plus grand de la bourgeoisie et les interventions des banques centrales, qui ont injecté plus de 6 000 milliards dans la finance, ont porté les bulles spéculatives et le danger de krach à un niveau inédit.

Tout est objet de spéculation. Le moindre événement, la moindre annonce, que ce soit le ralentissement de la croissance chinoise ou les aléas des élections américaines, tout peut provoquer le déplacement brutal de dizaines de milliards de capitaux.

On pourrait se dire que cela ne nous concerne pas et que les pertes toucheront les seuls spéculateurs. Au casino, comme au PMU, seuls ceux qui jouent risquent d'y perdre gros. Mais au casino capitaliste, les joueurs ne jouent pas qu'avec leur portefeuille personnel.

Ils jouent avec les finances des entreprises et l'argent fait sur le dos des travailleurs. Ils jouent avec l'argent placé dans les banques, avec celui de l'argent de l'assurance-vie. Ils jouent sur le cours des matières premières et des denrées alimentaires, sur les monnaies et les dettes des États.

Un krach financier aura forcément de graves conséquences sur la production, sur la marche des usines et sur le chômage.

Faut-il rappeler la catastrophe sociale engendrée par la crise de 2008 ? Faut-il rappeler les millions de chômeurs, l'effondrement brutal des salaires et de la protection sociale qu'elle a entraîné dans tous les pays ?

Si l'éclatement d'une bulle spéculative affecte le système bancaire comme cela s'est produit en 2008, ce sera pire encore. Même s'ils s'agitent pour faire croire le contraire, les gouvernements ne maîtrisent rien. Au-dessus d'eux, ce sont les lois folles du profit et de la concurrence qui s'imposent.

Cette économie, aussi injuste qu'irrationnelle, représente un gâchis sans nom. Imaginons ce qu'il aurait été possible de faire avec les 6 000 milliards donnés à la finance. Alors il ne faut pas accepter de se saigner pour un tel système. Il faut en changer du tout au tout. C'est notre peau qui est en cause.

LE BLUFF DE « L'ÉGALITE RÉELLE »

À l'occasion du dernier remaniement ministériel, la députée PS de La Réunion, Ericka Bareigts, a été promue secrétaire d'État à l'« Égalité réelle ». Dans une société construite sur les inégalités, dans un monde qui entretient les divisions, et avec un gouvernement dont toute la politique consiste à les maintenir, l'objectif de « l'égalité réelle » est tout simplement démagogique et mensonger.

À La Réunion, « l'égalité réelle » est depuis un certain temps déjà agitée par de nombreux politiciens, y compris par des représentants du gouvernement qui prétendent vouloir agir pour combler le fossé qui, dans la sphère économique et sociale, sépare les DOM de la métropole. Une prétention qui prête à sourire quand on sait le vide de la politique de Hollande, et de tous ses prédécesseurs, en ce domaine.

Un des objectifs affichés de « l'égalité réelle » serait de faire coïncider le taux de chômage de la Réunion avec celui de la métropole. Or à ce jour, le chômage n'a fait qu'augmenter. Il y a aujourd'hui plus de 170 000 Réunionnais privés d'emploi pour une population de 850 000 habitants. Pourtant, au prétexte de soutenir la création d'emplois, des aides et des subventions ont été généreusement versées au patronat, qui en a profité pour garantir, voire accroître ses profits, mais en aucun cas pour créer le moindre emploi.

Et les inégalités dans le travail se retrouvent dans tous les autres domaines de la vie sociale.

Près de 40 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté. Des dizaines de milliers de Réunionnais ne disposent pas de logement et sont obligés de cohabiter à deux, voire à trois générations sous le même toit, ou de loger dans de véritables taudis.

Au vu de la politique du gouvernement auquel appartient Ericka Bareigts, et de la propension de la nouvelle secrétaire d'État à aller au devant des desideratas des patrons, il est plus que certain qu'aucune « égalité » dont pourrait bénéficier les classes populaires ne sera mise en œuvre. En 2010 Ericka Bareigts envisageait sans ciller l'augmentation des factures d'eau de 50 % pour que Véolia et la CISE n'aient rien à déboursier pour l'épuration des eaux usées. En 2012, alors que les patrons transporteurs manifestaient pour que leurs dettes sociales soient effacées, elle s'est précipitée dans les locaux du Medef « *pour entendre leurs inquiétudes et leurs attentes concernant la commande publique.* » En octobre 2014, elle s'est félicitée de la décision du gouvernement de relever à 9 % le crédit d'impôt pour les entreprises dans les DOM...

Aux journalistes qui demandaient à Ericka Bareigts ce qu'elle a ressenti à l'annonce de sa nomination au poste de secrétaire d'État, elle a répondu que cela était dans la suite logique du travail qu'elle avait mené depuis des années et qu'elle était prête à continuer à s'y « sacrifier »... uniquement pour complaire aux intérêts patronaux !

GRAND PORT MARITIME : AU BONHEUR DES ARMATEURS

Le 27 janvier a eu lieu l'inauguration du Port de la Réunion, après agrandissement. Les travaux de creusement de la darse à 15,5 mètres de profondeur et l'allongement du quai de 160 mètres supplémentaires avaient été lancés au mois d'août 2014 en présence de François Hollande. Ces travaux, auxquels s'est ajoutée la création de trois nouveaux portiques ont coûté plus de 80 millions d'euros, financés en totalité par des fonds de l'Europe, de l'État et du Grand port maritime Réunion, lui-même établissement public de l'État.

Cet argent public a été avant tout dépensé pour servir les sociétés de manutention spécialisées dans le chargement et le déchargement des navires, ainsi que les importateurs et les exportateurs à l'affût de nouveaux marchés. Le groupe qui compte tirer le maximum de profit du trafic portuaire est la CMA CGM, le troisième plus grand armateur mondial de porte-conteneurs. Il prend possession de son hub de transbordement devant relier les ports de l'Europe du Nord à ceux de la zone Océan Indien et de l'Afrique, via la Réunion.

À terme, les dirigeants de la CMA CGM, ainsi que ceux du Grand port maritime Réunion, misent sur une intensification du trafic le long de l'ancienne route des Indes qui irait de pair avec un développement économique espéré des pays du Sud, allant de l'Océanie au Brésil, en passant par le sud de l'Asie et de l'Afrique. Port Réunion espère conquérir 10% du trafic desservant actuellement le sud de l'Afrique de l'Est. Pour ce faire, il espère

recupérer une partie du trafic maritime aujourd'hui géré par le port de l'île Maurice ou de Durban situé en Afrique du Sud.



Que le monde patronal soit satisfait des travaux engagés au Port, qui lui ont bien peu coûté, rien de plus normal. Que des travailleurs espèrent, parfois sans trop y croire, que les nouvelles installations amèneront de nouveaux emplois, cela est compréhensible. Mais quand des syndicalistes se font les faire-valoir, voire les porte-voix des patrons, en semant parmi les travailleurs l'illusion que le développement du port et surtout l'arrivée de CMA CGM dans l'île seraient bénéfiques pour eux, ils quittent alors le terrain de la défense de leur classe. Il n'y a pas à remercier par avance les patrons parce qu'ils créeront (peut-être) quelques emplois mais à mettre en garde les travailleurs en leur disant

que ce qu'ils obtiendront le sera grâce aux pressions qu'ils pourront eux-mêmes exercer, y compris dans le domaine de l'emploi.

Ce n'est pas dans cette voie que se sont engagés le maire de la ville du Port, l'ancien secrétaire général de la CGT Ports et Docks, ainsi que l'actuel dirigeant de ce syndicat de salariés. Tous parlent « *d'une excellente initiative attendue depuis 1986* », d'un projet auquel ils ont « *toujours cru* » ; l'un d'eux poussant même les louanges en allant jusqu'à dire que CMA CGM est « *chez elle* » à la Réunion.

Ces syndicalistes, ces proches ou anciennement proches du PCR, reprennent à leur compte et diffusent parmi les travailleurs la propagande fallacieuse, maintes fois véhiculée par ce parti, affirmant que ce qui serait bon pour « le développement de la Réunion », autrement dit les patrons, le serait également pour les travailleurs. Et il suffit que des capitalistes leur fassent miroiter quelques créations d'emplois, voire seulement leur maintien, pour qu'ils s'emballent et se proposent comme « *partenaires fiables* » pour « *travailler avec tous les acteurs* », propos rapportés par le journal le Quotidien du 28 février 2016.

Les patrons, très conscients que leur intérêt ne se confond pas avec celui des travailleurs qu'ils emploient sont bien plus circonspects. Le seul geste concret qu'a fait à ce jour la CMA CGM en faveur des ouvriers a été la transformation de 26 contrats CDD en CDI pour des dockers, sous la pression de ceux-ci d'ailleurs.

En fait tous les patrons du Port comptent bien rentabiliser les investissements qui ont été réalisés pour eux en augmentant la cadence de travail, notamment en faisant tourner le port 24 heures sur 24, par le prêt de main d'œuvre entre acconiers... une façon de vouloir embaucher le moins possible.

Mais si les capitalistes ont de grandes ambitions les concernant, les travailleurs du port sauront eux aussi agir en fonction de leurs intérêts, comme ils l'ont déjà montré à plusieurs reprises.

DES COMPAGNIES DE HAUT VOL

Fin janvier, trois des compagnies aériennes desservant régulièrement la Réunion (Air France, Air Austral et Corsair) viennent d'annoncer simultanément l'augmentation de leur tarifs de plusieurs dizaines d'euros pour les seules classes économiques !

Il s'agit là évidemment d'une décision concertée et d'autant plus scandaleuse que le prix du baril de

pétrole brut a baissé de moitié ces derniers mois.

Scandaleuse aussi parce que l'État, les collectivités régionales (département et région) et la CCIR sont les principaux actionnaires d'Air Austral. L'État étant aussi actionnaire d'Air France.

Tandis que gouvernement et politiciens de droite et de gauche se gargarisent de lutte contre la vie chère, d'« égalité réelle » et prétendent défendre le droit des plus démunis à pouvoir voyager, ils couvrent en fait de leur autorité les compagnies aériennes qui taxent toujours plus les classes populaires.

EDF-RÉUNION :

Investissements publics pour opérateurs privés

À l'occasion de sa venue à la Réunion début février, le PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy, a annoncé que les essais de la batterie d'un Mégawatt installée à Saint-André par EDF avaient fait leurs preuves et que cinq autres seraient prochainement installées dans l'île.

Ces batteries seront utilisées pour stocker l'électricité des entreprises privées productrices d'énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque) afin que ces productions, irrégulières, ne perturbent pas la stabilité du réseau électrique, voire même ne provoquent pas son effondrement. C'est pourquoi EDF, qui est chargée de gérer l'équilibre entre les productions et les consommations électriques, avait jusqu'à présent limité l'apport des énergies renouvelables à 30 %. Avec ces batteries ce taux pourra être porté à 35 %.

Conséquence pour les entreprises privées : elles pourront vendre beaucoup plus de kilowatts à EDF et augmenter d'autant leurs profits, sans avoir tiré un euro de leur poche pour les recherches et les investissements qui ont été nécessaires pour trouver une solution au stockage de l'électricité.

Une fois de plus la démonstration est faite que les

grandes entreprises d'État sont bien les vaches à lait des capitalistes privés.

Une dégradation de l'emploi qui ne date pas d'hier...

À propos de la décision d'EDF de supprimer plusieurs milliers d'emplois d'ici 2018 et de l'impact que cela aurait à la Réunion, le PDG d'EDF a répondu que EDF-Réunion (Système Électrique Insulaire - SEI, hors production) ne serait pas impactée et que l'effectif resterait constant pendant encore trois ans. Cela signifie qu'à la Réunion le centre disposera dans trois ans du même nombre d'agents qu'aujourd'hui (606) pour répondre aux besoins d'une population en constante augmentation.

L'évolution du rapport entre le nombre d'habitants et le nombre d'agents à leur disposition entre 1998 et 2014 révèle clairement qu'EDF a diminué les moyens mis au service des usagers de la Réunion.

En effet, en 1998, le centre comptait 604 agents pour une

population de 723 000 habitants (un agent pour 1197 habitants). Seize années plus tard, en 2014, 606 agents devaient répondre aux besoins en électricité de 850 000 habitants (un agent pour 1402 habitants). Et si l'on comprend bien Lévy, l'effectif pourrait diminuer au-delà de 2020.

Les travailleurs d'EDF-Réunion et la population ont donc du souci à se faire. L'avenir que leur réserve la direction d'EDF est loin d'être lumineux !

... et que la direction continue de programmer

Pendant que Lévy discourt sur le maintien des effectifs, dans les services, les chefs approchent les agents pour leur demander s'ils ne seraient pas volontaires pour quitter l'entreprise... Preuve qu'à la Réunion, comme en France, les travailleurs d'EDF sont bien menacés par le plan de suppressions d'emplois annoncé par la direction.



CITROËN : LA DIRECTION S'ACHARNE CONTRE LES SYNDICALISTES

Chez Citroën (groupe CFAO), la direction a décidé de passer la vitesse supérieure dans la répression contre les militants syndicaux de l'UR974. Début janvier, elle affichait sa volonté de licencier deux militants ouvriers animateurs de la grève de neuf semaines de l'an dernier. Elle vient d'entamer à présent cinq autres procédures de licenciements pour de soi-disant fautes professionnelles (retard de trois minutes à la prise du travail par exemple !), à l'encontre de travailleurs qui eux aussi ont été actifs de cette grève. Elle s'en est également pris à un cadre qui avait refusé de signer une déclaration contre les grévistes. Celui-ci vient de décéder et l'épouse d'un des ouvriers menacés de licenciement vient de faire un AVC.

Cette direction de combat qui avait dû ravalier sa morgue devant la détermination des grévistes en 2015, a subi encore récemment un cinglant désaveu de la part de l'Inspection du Travail qui a refusé le licenciement des deux délégués du personnel. Elle n'en continue pas moins à s'acharner contre les travailleurs des garages Citroën et leurs représentants pour démolir l'organisation qu'ils ont mis des années à

construire et qui l'empêche d'exploiter ses salariés comme elle le voudrait.

À bas la répression syndicale à Citroën !
Solidarité avec ces camarades !

GHER : LE DIRECTEUR S'EN VA, LES PROBLÈMES DEMEURENT

Quelques semaines avant son départ du GHER (et du CHU), pour devenir délégué général de la Fédération hospitalière de France, le directeur, David Gruson, a fait son bilan. Selon lui, le GHER serait aujourd'hui en bonne santé : renégociation des prêts toxiques, réduction du déficit par deux, augmentation de l'activité, résorption des heures supplémentaires, etc.

Pourtant, en ce début d'année de nombreux services sont toujours en souffrance. Les heures s'accumulent avec peu de chance que le personnel puisse les récupérer, beaucoup de salariés sont au bord du burnout, dont des contractuels travaillant sous pression cependant que l'effectif se réduit toujours plus.

Le directeur n'aurait-il pas oublié de prendre le pouls du personnel avant de crier victoire ?

ENCORE UN MORT SUR UN CHANTIER BTP, VICTIME DE LA NÉGLIGENCE CRIMINELLE D'UN PATRON

Deux ouvriers travaillant sur un chantier d'évacuation des eaux usées dans le quartier de la Bretagne à Saint Denis se sont retrouvés piégés lundi 15 février sous un éboulis de terre alors qu'ils travaillaient au fond d'une tranchée. Celle-ci profonde de 4 mètres n'était pas étayée. Or toute tranchée d'une profondeur supérieure à 1mètre trente doit l'être.

L'un des deux travailleurs accidentés est mort étouffé sous l'amoncellement de terre, son camarade qui travaillait à ses côtés a pu être extrait grâce aux secours venus sur place.

Le patron de l'entreprise ne pouvait pas ne pas connaître ces règles élémentaires de sécurité. Il les a sciemment ignorées quitte à mettre en jeu la vie de ses salariés. Il porte donc l'entière responsabilité de la mort de ce travailleur de 36 ans.

Une fois de plus, ce sont les économies criminelles des patrons, leur course au profit qui ont mené à ce nouveau drame humain. Une fois de plus, à cause de cette logique infernale, un travailleur a perdu sa vie en essayant de la gagner.

LEUR SOCIÉTÉ

LES FACTEURS ACCUSÉS

La Cour des comptes s'attaque cette fois aux facteurs accusés de ne pas travailler assez, du fait du système du « fini-parti » - quand on a distribué le courrier, on peut rentrer chez soi - laissant ainsi entendre que les facteurs pourraient en faire plus.

Cette Cour ferme les yeux sur le fait que 10 000 emplois ont disparu à La Poste et que, du coup, les tournées ne cessent de s'allonger.

Elle se garde bien aussi de relever le fait que la direction de La Poste a empoché 300 millions d'euros d'argent public au titre du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), alors qu'au lieu de créer des emplois, elle en supprime !

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS

Le 22 février prochain, le patronat et les syndicats, mais pas les organisations de chômeurs,

vont rediscuter de l'indemnisation du chômage. Le gouvernement veut économiser 800 millions d'euros sur ces indemnités. Le patronat envisage de s'en prendre à ceux qui alternent indemnisation et périodes de travail.

Le patronat, principal responsable du chômage, est donc juge et partie.

C'est au chômage qu'il faut s'attaquer, pas aux chômeurs et la première mesure serait d'interdire les licenciements et partager le travail entre tous, en prenant sur les dividendes des actionnaires !

BAS LES PATTES !

Patel, le patron de la CCIR, s'est dit enthousiasmé par le discours de Hollande annonçant la mise à disposition pour les PME-TPE de 500 000 contrats d'apprentissage supplémentaires. Pour lui, les choses sont simples : il y a 29 000 entreprises à la Réunion, si chacune embauche un apprenti, le chômage (170 000 chômeurs) diminuera d'autant. Que d'attention soudaine de la part de ce représentant patronal !

Seulement, prévient-il, ce « geste », les patrons ne seront prêts à le faire qu'à condition que cela ne leur coûte rien. Et pour parvenir à ce résultat, il préconise que les chômeurs acceptent de renoncer à leurs indemnités chômage ou à leur RSA et que ces sommes soient directement versés aux patrons en échange d'un contrat d'apprentissage de deux ans. Ce montage leur permettrait de disposer de la force de travail de milliers de jeunes travailleurs à « coût zéro » puisque payés par les exonérations de cotisations sociales et autres cadeaux de l'État et, par dessus le marché, par les allocations de survies des chômeurs eux-mêmes.

Une telle prétention patronale devrait provoquer l'indignation des travailleurs et des chômeurs, car ces allocations ont été instaurées par l'État pour permettre aux travailleurs privés d'emploi de ne pas sombrer dans la misère. Cet argent n'appartient pas aux patrons, mais aux travailleurs.

POURQUOI LE MANQUE D'INGÉNIEURS ?

Selon les patrons des entreprises numériques, trop peu d'ingénieurs en informatique seraient formés à la Réunion : 40 ingénieurs au lieu des 300 potentiellement recrutables. Présenté de cette façon, le problème viendrait donc des jeunes eux-mêmes qui bouderaient les écoles formant les ingénieurs.

Mais les raisons de cette insuffisance d'ingénieurs "péi" est à chercher ailleurs. Tout d'abord, nombre de collégiens ou de lycéens, souvent issus des classes les plus pauvres, abandonnent les études car ils n'ont tout simplement pas les moyens de les poursuivre. Ceux qui parviennent à dépasser les premiers handicaps voient souvent les portes des écoles de formations supérieures se fermer, pour cause de sélection trop rigoureuse (numérus clausus), d'absence de filières locales correspondant à leurs vœux, ou de frais d'inscription trop élevés

Par ailleurs, les réformes successives et la diminution des moyens financiers octroyés à la formation supérieure (université et écoles d'enseignement supérieur) ont réduit la production d'ingénieurs. Il en est ainsi pour la formation Sup Info dont la surface des locaux a été ramenée de 1500 à 500 m². Conséquence : l'effectif a été ramené de 120 à 80 élèves et l'incertitude règne à l'heure actuelle sur la continuité de cette formation.

Si les patrons ne trouvent pas de candidats réunionnais pour occuper les centaines de postes qu'ils déclarent vouloir créer, cela est dû aux embûches multiples que ceux-ci rencontrent pour mener à bien leurs études. S'ajoute à ce problème le niveau de salaire particulièrement bas et les contrats souvent précaires imposés par les patrons aux ingénieurs, problème auquel sont confrontés d'ailleurs tous les travailleurs de la Réunion. Mais cela les patrons ne préfèrent pas l'évoquer car, comme chacun le sait, ce sont des pratiques qui n'ont soi-disant pas cours dans l'île...



SAINT-ANDRÉ : LE GOUVERNEMENT BAISSÉ SA DOTATION, LA MAIRIE VEUT BAISSER LES EFFECTIFS

Cette année, la dotation financière de l'État pour la ville de Saint-André chute de 8 % privant celle-ci d'un million d'euros de recettes. La réaction de l'équipe de droite qui gère cette ville a consisté à trouver, comme à son habitude, un bouc émissaire. Elle a décidé de s'en prendre aux employés communaux et en particulier à ceux de la restauration accusés de « *subtiliser de grandes boîtes de conserve et de détourner une partie des repas entre la cuisine centrale et les assiettes des marmailles* ». Elle envisage même de supprimer le service communal de la restauration et de faire appel à un sous-traitant et, si cela ne suffit pas, de tailler dans les effectifs du personnel communal en tablant sur le non remplacement des départs à la retraite et des départs volontaires.

Gauche du gouvernement, droite municipale, ils marchent tous du même pas !

NRL : LE MARCHÉ DES ROCHES AIGUISE LES APPÉTITS PATRONAUX



Il ne se passe pas une semaine, sans que tel ou tel patron ou groupe de patrons ne crient leur indignation parce qu'ils seraient exclus ou qu'ils n'obtiendraient pas les parts espérées dans le juteux marché des roches destinées à la construction de la Nouvelle Route du Littoral. Vingt millions de tonnes tel est l'enjeu, qui se négocie à des prix variant entre 23 et 30 euros la tonne, voire plus.

Quand ce n'est pas le groupe à Caroupaye, ce sont des patrons concurrents, des transporteurs, ou bien un syndicat de planteurs qui réclame que les

roches se trouvant sur les exploitations agricoles soient achetées en priorité. Et il suffit que l'on envisage d'aller chercher 0,06 % de ces roches à Madagascar pour que tous poussent des cris de terreur.

Ces patrons qui ont l'habitude de pleurer la bouche pleine, et de voir leurs moindres caprices satisfaits, veulent profiter au maximum de cette manne financière provenant de fonds publics. Ils vont empocher, mais que laisseront-ils aux ouvriers qui s'échineront à extraire les roches, les traiter, les transporter ? Quelques grains de sable, alors qu'il n'y a aucune raison que les patrons, dont le seul travail consiste à établir des devis et signer des contrats, se gavent sur un travail qu'ils font faire par d'autres.

LES PANTINS

Copé annonce sa candidature à la primaire de la droite. C'est sa non-mise en examen pour l'affaire Bygmalion qui l'aurait décidé. Quant à Sarkozy, son rival, ses ennuis judiciaires sont nombreux. Est-ce que ce seront les tribunaux qui trancheront la primaire de la droite ?

À gauche, le remaniement ministériel a consisté à prendre une pincée d'écolos, désigner une secrétaire d'État de la biodiversité et autres pitreries. On pourrait en rire, sauf que ces guignols, de droite comme de gauche (ou pire d'extrême droite), sont au gouvernement.

Là on rigole moins...

**PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE
LUTTE OUVRIÈRE :**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 20 FEVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 28 FEVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 5 MARS de 8H30 à 10H00**

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org